

# Comment le PS et ses élus régionaux épongent "la dette Huchon" en Ile-de-France

LE MONDE | 04.11.2013 à 10h30 | Par [Béatrice Jérôme](#)

Les conseillers régionaux socialistes sont à l'amende en [Ile-de-France](#). Depuis six mois, ils sont 64 à [devoir mettre](#) la main à la poche pour [rembourser](#) les dépenses de la campagne de 2010 menée par Jean-Paul Huchon. La facture s'élève à 1,6 million d'euros. L'accord financier sur le « *Huchonthon* », comme l'appellent certains, n'a jamais été divulgué et les élus restent discrets sur le sujet. Même s'il leur en coûte.

L'affaire remonte à juillet 2011. Le Conseil d'Etat, saisi d'un recours de l'[UMP](#), invalide plus d'un an après le scrutin régional de mars 2010 les comptes de campagne des listes conduites par M. Huchon. La haute juridiction considère que le coût de deux campagnes de promotion de la [politique](#) de la région, six mois avant le scrutin, aurait dû [être](#) intégré dans [ses](#) dépenses. M. Huchon qui avait emprunté sur son nom 1,6 million d'euros pour les frais de la campagne du PS était mis en demeure de [rétrocéder](#) les fonds que l'Etat lui avait d'ores et déjà remboursés.

Martine Aubry, première secrétaire du PS, s'était engagée à ce que le parti rembourse la moitié de la somme. La promesse est restée lettre morte. Il aura fallu que le ministère de l'économie menace le président de la région de [saisir](#) ses biens personnels si la dette envers l'Etat n'était pas honorée pour qu'un protocole soit arrêté.

## DE 130 À 170 EUROS PAR MOIS

Le pacte financier a été scellé début 2013 entre l'équipe d'Harlem Désir, patron du PS, et le cabinet de M. Huchon. Il prévoit que le PS rembourse la moitié de la dette. « *Sur le budget de 30 millions d'euros du parti, c'est supportable* », relativise-t-on au siège du PS.

Quelque 100 000 euros avaient été restitués par M. Huchon et le parti, dès 2011. Le partage entre le PS et la région porte donc sur 1,5 million d'euros. Soit 750 000 euros à [répartir](#) entre M. Huchon et ses anciens colistiers. Quatre barèmes ont été fixés. Les conseillers régionaux versent 130 euros par mois, prélevés sur leur indemnité d'élu (2 400 euros nets). Ou 140 euros s'ils sont membres d'une commission permanente à la région. Les huit vice-présidents PS à la région, dont l'indemnité est de 2 700 euros net, participent pour 170 euros. M. Huchon s'acquitte de 500 euros par mois. « *Mon indemnité nette est de 4 108 euros comme président de région et j'ai ma retraite de fonctionnaire. A niveau de responsabilité comparable, on ne peut pas [dire](#) que je sois un gars très fortuné !* », fait-il [valoir](#).

Pour [alléger](#) les mensualités, le PS a obtenu de Bercy un remboursement sur six ans, soit jusqu'à la fin 2017. Nul ne sait comment sera répartie la charge de la dette après les régionales de 2015 entre le PS et les élus régionaux. Certains cotisants ont

renâclé au début. « *Cela finit par [faire](#) beaucoup à [verser](#) à la fin du mois, grince un élu PS. D'autant que par ailleurs on redonne 300 euros chaque mois au PS.* »

**HUCHON : « JE N'AI PLUS PEUR DE RIEN »**

Mais les doléances sont mises en sourdine. A l'heure où la gestion de M. Huchon est critiquée, les élus se veulent « *solidaires* » pour ne pas [fragiliser](#) davantage leur chef de file.

Lire aussi : [La gestion de la région Ile-de-France épinglée](#)

D'autant qu'à 67 ans, celui qui gouverne la région depuis 1998 laisse [entendre](#) qu'il n'est pas prêt à [renoncer](#) à [briguer](#) un quatrième mandat en 2015 : « *Je serai candidat quand j'aurai déclaré que je suis candidat. Pour l'instant, je pense à [faire](#) mon boulot, à [faire avancer](#) les choses. Cela parlera finalement de soi.* »

M. Huchon affiche sa détermination : « *Je n'ai plus peur de rien. J'ai toujours pensé que j'enterrerai plus de gens que l'inverse.* » Le patron de la région table sur son bilan pour s'[imposer](#) : « *Le Grand [Paris](#) des [transports](#), c'est moi ! Je me porte garant de sa réalisation depuis le début* », se prévaut-il.

Au PS, il se murmure toutefois que « *l'investiture de Huchon est loin d'[être](#) acquise* » et que d'autres prétendants se profilent. Benoît Hamon, ministre délégué à l'économie solidaire et élu régional, mais aussi François Lamy, ministre délégué à la ville et ancien maire de Palaiseau (Essonne), sont fréquemment cités parmi d'autres postulants potentiels dans les rangs PS à la région.

Les deux ministres prendront leur décision après les municipales de mars 2014, en fonction du contexte politique national et d'autres options qui s'offrent à eux. Conclusion d'un élu PS régional : « *[Laisser](#) se [présenter](#) M. Huchon en 2015 peut [paraître](#) problématique. Le [remplacer](#) le sera tout autant* ». Raison de plus pour [cotiser](#) au « Huchonthon » en silence.